

Le budget—M^{lle} Nicholson

● (1720)

Dans les *Documents budgétaires*, il n'est pas question des jeunes et les prévisions de dépenses budgétaires ne prévoient aucun programme relevant du ministère de la Jeunesse. L'an dernier, l'Année internationale de la jeunesse, certains fonds étaient prévus, mais on avait mis l'accent surtout sur les relations publiques. Le bureau et les fonctions du ministre sont apparemment maintenus mais aucun programme ne sera en vigueur. Faut-il en déduire que le gouvernement va mener des activités de relations publiques à l'égard des jeunes, mais qu'il n'applique aucun programme réel pour remédier au chômage parmi ce groupe?

J'ai parlé plus tôt des coupures dans l'aide extérieure. Il y a eu des modifications quand le secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. Clark) a annoncé que certains prêts en souffrance seraient convertis en subventions. Cependant, il n'en demeure pas moins que le Canada a remis de plusieurs années son engagement à accroître l'aide extérieure.

Nous sommes actuellement dans la troisième année de relance à la suite d'une récession mondiale particulièrement dure. Sur cette période, le gouvernement conservateur a été au pouvoir pendant 18 mois. Nous en sommes arrivés au point où on peut s'attendre à une sorte de marasme cyclique. Comment le gouvernement y a-t-il fait face? Il est dit quelque part, je crois, que le ministre des Finances est conscient de ce mouvement cyclique. Si c'est le cas, comment justifie-t-il le recours aux impôts, encore des impôts?

Selon un commentateur célèbre du *Citizen*, le ministre des Finances «n'a pas l'air d'un joueur du Mississippi, mais son budget est un pari économique et politique plus digne d'un joueur professionnel que d'un homme qui ressemble à un comptable de banque ou à un directeur d'école religieuse. En accumulant impôt sur impôt, ce plan financier risque de déclencher une révolte nationale contre les augmentations d'impôt». J'ajoute que ce pari qui consiste à accumuler les impôts et à réduire la demande à la consommation contribue effectivement à déclencher une récession. En période de marasme économique, les augmentations d'impôt risquent d'empêcher l'économie de produire des recettes et de créer des problèmes aussi néfastes, sinon pires, que ceux du déficit. Malgré toutes les belles paroles du ministre au sujet de la réduction des dépenses, il nous propose un budget qui s'appuie en réalité sur des impôts, encore des impôts et sur des dépenses, encore des dépenses. C'est un pari qui peut rapporter, mais qui risque également d'avoir des résultats très négatifs.

[Français]

M. Lanthier: Monsieur le Président, on vient de faire une remarque en terminant. J'avais pris plusieurs notes ici pour faire des remarques à la députée de Trinity (M^{me} Nicholson). Mais j'ai entendu en dernier les remarques «spend, spend, spend» et «cents, cents, cents». Je ne sais pas si elle se souvient d'une autre remarque qui avait été faite par notre premier ministre (M. Mulroney), qui disait: «jobs, jobs, jobs». Je crois qu'on peut traduire en français la même chose par «jobs, jobs, jobs», même en France. Dans ses allégations de sa critique des finances, qu'elle vient de formuler, j'aimerais demander à la

députée de Trinity de nous commenter le fait que depuis que nous avons pris le pouvoir en 1984, 580,000 emplois ont été créés au Canada et que le taux de chômage a diminué pour baisser en bas de la barrière des 10 p. 100 depuis 1982. J'aimerais qu'elle commente ces résultats lorsqu'elle parle de «gamble», lorsqu'elle parle de risque ou de chance. J'aimerais qu'elle donne ses commentaires sur ces résultats qui ne sont pas des résultats de jeu, ni de risque, ni de «gamble», mais qui sont bien des résultats concrets.

[Traduction]

Mlle Nicholson: Monsieur le Président, je le répète, nous sommes dans la troisième année de relance économique et bien entendu, certains emplois sont créés.

M. Lanthier: Bravo.

Mlle Nicholson: Ce ne sont pas les gouvernements qui créent les emplois, mais l'économie, le marché libre, sur lequel le parti du député nous fait souvent un cours. Si, à la place des conservateurs, les libéraux étaient au pouvoir, je suis convaincue que le taux de création d'emplois serait beaucoup plus élevé qu'à l'heure actuelle.

Des voix: Oh, Oh!

Mlle Nicholson: A mon avis, il n'y a pas lieu d'être fier d'un taux de chômage inférieur à 10 p. 100 au cours de la troisième année de relance. Un peu moins de 10 p. 100 de chômeurs, cela représente bien des gens très malheureux. J'en vois dans mon bureau de circonscription tous les jours. Ils ne trouvent aucun réconfort à s'entendre dire que le premier ministre déclare avoir créé 400,000 nouveaux emplois. Ils ont du mal à se décrocher un emploi. Bien sûr, le chômage n'est pas aussi terrible qu'il l'était au plus fort de la récession, mais il ne faut pas qu'il le soit non plus. Nous devrions avoir fait beaucoup de progrès depuis ce temps-là.

Au sortir de la récession, beaucoup d'employeurs ont découvert qu'ils pouvaient se tirer d'affaires avec moins d'employés. Il n'y a pas autant d'emplois qui sont créés et les nouveaux emplois sont très sélectifs. Les personnes très compétentes, instruites ou ayant une bonne formation trouveront facilement des emplois. Les personnes sans formation et les jeunes éprouvent quant à eux beaucoup de mal. Nous n'avons aucune raison de nous réjouir de la situation de l'embauche. Bien sûr, elle est meilleure qu'elle ne l'était pendant la récession, mais il y a encore beaucoup de Canadiens qui ont un pressant besoin que l'on s'occupe d'eux et qu'on leur trouve un emploi.

M. Blenkarn: Monsieur le Président, la députée a critiqué le budget, mais elle a aussi parlé des prix du pétrole. Elle devrait savoir que le Conseil économique du Canada a mené une étude des prix du pétrole et a examiné celui de \$19 U.S. le baril. Cette étude révèle qu'un tel prix est propice à l'accroissement de la productivité nationale, à la réduction du déficit d'au moins cinq milliards de dollars d'ici à 1990, et à la création d'emplois. Le fait est qu'il y a plus de consommateurs que de producteurs d'énergie. Nous perdons des recettes fiscales du côté du secteur industriel, mais nous gagnons en impôts et en investissements dans des emplois, surtout dans le centre du Canada.